

**Assemblée générale**

Soixante et unième session

Documents officiels

Distr. générale  
8 janvier 2007  
Français  
Original : anglais

---

**Troisième Commission****Compte rendu analytique de la 5<sup>e</sup> séance**

Tenue au Siège, à New York, le mardi 21 novembre 2006, à 10 heures

*Président* : M. Al Bayati ..... (Iraq)  
*Puis* : M. Faati (Vice-président) ..... (Gambie)  
*Puis* : M. Al Bayati ..... (Iraq)

**Sommaire**

Point 41 de l'ordre du jour : Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires (*suite*)

Point 65 de l'ordre du jour : Élimination du racisme et de la discrimination raciale (*suite*)

b) Mise en œuvre intégrale et suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban (*suite*)

Point 67 : Promotion et protection des droits de l'homme (*suite*)

b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales (*suite*)

c) Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux (*suite*)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.



*La séance est ouverte à 10 h 35.*

**Point 41 de l'ordre du jour : Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires**

*(suite)(A/C.3/61/L.55)*

*Projet de résolution A/C.3/61/L.55 : Aide aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées en Afrique*

1. **Le Président** dit que le projet de résolution n'a aucune incidence sur le budget-programme.
2. **M. Thomas** (Namibie), parlant au nom des auteurs qui sont des membres du Groupe africain, dit que le projet de résolution est important pour l'Afrique et demande qu'une décision soit prise pour cette raison.
3. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) annonce que les pays suivants se sont joints aux auteurs : Allemagne, Autriche, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bulgarie, Canada, Chypre, Danemark, Dominique, Estonie, Finlande, Géorgie, Grèce, Hongrie, Indonésie, Irlande, Islande, Italie, Japon, Lettonie, Lituanie, Mauritanie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni et Slovaquie.
4. *Le projet de résolution A/C.3/61/L.55 est adopté.*

**Point 65 de l'ordre du jour : Élimination du racisme et de la discrimination raciale *(suite)***

**b) Mise en œuvre intégrale et suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban *(suite)* (A/C.3/61/L.53/Rev.1)**

*Projet de résolution A/C.3/61/L.53/Rev.1 : Efforts déployés au niveau mondial pour éliminer totalement le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée et pour assurer la mise en œuvre intégrale et le suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban*

5. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission), présentant un état des incidences programmatiques et budgétaires et se référant au paragraphe 37 du projet de résolution, dit que dans son rapport à l'Assemblée générale à la soixante et unième session intitulé « Prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à sa première session et à ses première et deuxième sessions extraordinaires de 2006 »

(A/61/530) concernant la résolution 1/5 du Conseil des droits de l'homme, le Secrétaire général informait l'Assemblée générale que les ressources pour les dépenses des services de conférence afférentes à l'extension du mandat du Groupe de travail figuraient déjà au budget-programme pour l'exercice biennal 2006-2007 au titre du chapitre 2, Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences pour un montant de 312 700 dollars et au titre du chapitre 28E, administration, Genève, pour un montant de 6 600 dollars. Les besoins supplémentaires d'un montant de 200 500 dollars pour les frais de voyage et de subsistance des cinq experts hautement qualifiés visés par la résolution 1/5 du Conseil des droits de l'homme et pour l'assistance temporaire générale pour une période de six mois à l'appui de ces experts seront absorbés dans le cadre des ressources existantes au chapitre 23, Droits de l'homme. Par conséquent, des crédits additionnels ne seront pas nécessaires.

6. S'agissant du paragraphe 45 du projet de résolution, le Secrétaire général a informé l'Assemblée générale que les provisions budgétaires pour les activités relatives aux divers mandats des droits de l'homme énumérés à l'annexe à la décision 1/102 du Conseil des droits de l'homme, on déjà été faites dans le cadre des ressources approuvées pour l'exercice biennal 2006-2007 au chapitre 23, Droits de l'homme, du budget-programme de cet exercice.

7. Dans le contexte de cette décision, le Conseil des droits de l'homme a décidé de proroger pour une année à titre exceptionnel, sous réserve de l'examen auquel le Conseil procédera conformément à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale, les mandats et les titulaires de mandats de toutes les procédures spéciales de la Commission de la Sous-commission sur la promotion et la protection des droits de l'homme et la procédure établie conformément à la résolution 1503 (XLVII) du Conseil économique et social du 27 mai 1970, qui sont énumérés à l'annexe à cette décision. Le mandat du Rapporteur spécial visé au paragraphe 45 du projet de résolution figure à cette annexe.

8. **M. Keisalo** (Finlande), parlant au nom de l'Union européenne, demande de reporter la prise de décision sur le projet de résolution, les négociations n'ayant pas encore été achevées.

9. **Mme Hoosen** (Afrique du Sud), parlant au nom du Groupe des 77, dit que dans un esprit de

coopération et faisant preuve de souplesse, le Groupe peut accepter un ajournement jusqu'à la matinée suivante.

**Point 67 : Promotion et protection des droits de l'homme (suite)**

**b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales (suite)**

(A/C.3/61/L.21/Rev.1, L.22, L.29/Rev.1 et L.32/Rev.1)

*Projet de résolution A/C.3/61/L.21/Rev.1 : Droits de l'homme et extrême pauvreté*

10. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission), se référant au paragraphe 10 du projet de résolution, dit que dans son rapport à l'Assemblée générale à la soixante et unième session intitulé « Prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à sa première session et à ses première et deuxième sessions extraordinaires de 2006 » (A/61/530), le Secrétaire général informait l'Assemblée générale que des provisions budgétaires avaient déjà été faites pour les activités relatives aux différents mandats concernant les droits de l'homme énumérés à l'annexe à la décision 1/102 du Conseil des droits de l'homme, dans le cadre des ressources approuvées pour l'exercice biennal 2006-2007 au titre du chapitre 23, Droits de l'homme, du budget-programme de l'exercice en question.

11. Dans le contexte de cette décision, le Conseil des droits de l'homme a décidé de proroger pour une année à titre exceptionnel, sous réserve de l'examen auquel le Conseil procédera conformément à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale, les mandats et les titulaires de mandats de toutes les procédures spéciales de la Commission de la sous-Commission sur la promotion et la protection des droits de l'homme et la procédure établie conformément à la résolution 1503 (XLVII) du Conseil économique et social du 27 mai 1970, qui sont énumérés à l'annexe à cette décision. Le mandat de l'Expert indépendant sur la question des droits de l'homme et l'extrême pauvreté figure à cette annexe.

12. **Mme Tincopa** (Pérou) annonce que les pays suivants : Allemagne, Chine, Cuba, El Salvador, Hongrie, Indonésie, Japon, Lituanie, Malte, Pays-Bas,

Philippines, République de Corée et Venezuela se sont joints aux auteurs.

13. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) dit qu'il faut également ajouter les pays suivants à la liste des auteurs : Afghanistan, Algérie, Australie, Bangladesh, Bolivie, Botswana, Bulgarie, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Chypre, Comores, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Danemark, Dominique, Espagne, Guyana, Haïti, Islande, Italie, Jamaïque, Kenya, Lettonie, Liban, Lesotho, Liberia, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Nicaragua, Niger, Norvège, Ouganda, Pakistan, République démocratique du Congo, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Saint-Marin, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka, Suède, Thaïlande, Timor-Leste, Viet Nam, Zambie et Zimbabwe.

14. *Le projet de résolution A/C.3/61/L.21/Rev.1 est adopté.*

15. **Mme Hughes** (États-Unis d'Amérique), parlant pour expliquer sa position, dit que sa délégation s'est ralliée au consensus sur le projet de résolution, mais craint qu'il ne reflète pas suffisamment le fait que le respect des droits de l'homme représente en lui-même un moyen important de lutter contre l'extrême pauvreté. Alors que le développement constitue un engagement central de la politique étrangère des États-Unis, la bonne gouvernance est une condition essentielle du développement et de l'élimination de la pauvreté de même que l'éradication de la corruption, le respect des droits de l'homme et l'observation de la légalité. Le soutien international et de saines politiques économiques sont le meilleur moyen de lutter contre l'extrême pauvreté en garantissant que des services de base peuvent être fournis et que les droits fondamentaux peuvent être protégés dans le monde en développement.

*Projet de résolution A/C.3/61/L.22 : Centre sous-régional pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale*

16. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) dit que l'Afrique du Sud, le Bélarus, Burkina Faso, le Ghana, l'Inde et Madagascar se sont joints aux auteurs du projet de résolution.

17. L'orateur dit que conformément au paragraphe 3 du projet de résolution, l'Assemblée générale prierait le Secrétaire général et le Haut-Commissaire des

Nations Unies aux droits de l'homme de fournir au Centre des fonds et des ressources humaines supplémentaires pour lui permettre de répondre réellement et efficacement à l'accroissement des besoins en matière de promotion et de protection des droits de l'homme et de susciter une culture de la démocratie dans la sous-région d'Afrique centrale.

18. Des provisions pour ces activités ont déjà été incorporées au budget-programme pour l'exercice biennal 2006-2007. L'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant de 83 352 600 dollars au titre du chapitre 23, Droits de l'homme, pour l'exercice biennal 2006-2007, dont 1 327 600 pour le Centre sous-régional. Le Secrétaire général examinera les besoins pour l'exercice biennal 2008-2009 dans le cadre de son projet de budget pour cet exercice. Par conséquent, l'adoption du projet de résolution n'entraînera aucun crédit additionnel.

19. L'orateur attire l'attention sur la section IV de la résolution 45/248 B de l'Assemblée générale, par laquelle celle-ci réaffirme que la Cinquième Commission est la Grande Commission de l'Assemblée chargée des questions administratives et budgétaires, et qui réaffirme le rôle du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

20. **M. Nyamulinda** (Rwanda), parlant au nom des auteurs et en tant que représentant du président du Comité consultatif permanent des Nations Unies pour les questions de sécurité en Afrique centrale, dit que le projet de résolution est prêt à être adopté et que la Guinée équatoriale s'est également jointe aux auteurs. Il dit que le paragraphe 3 devrait être révisé comme suit :

« *Prie le Secrétaire général et le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de fournir au Centre, dans le cadre des ressources existantes du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, des fonds et des ressources humaines supplémentaires pour lui permettre de répondre réellement et efficacement à l'accroissement des besoins en matière de promotion et de protection des droits de l'homme et de susciter une culture de la démocratie et un état de droit dans la sous-région d'Afrique centrale.* »

21. L'orateur remercie les États Membres, le Secrétaire général et le Haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme pour le soutien qu'ils

fournissent pour les activités du Centre et espère que ce soutien continuera afin que le Centre puisse accomplir sa mission importante. Il espère aussi que le projet de résolution sera adopté par consensus.

22. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) annonce que les pays suivants se sont joints aux auteurs : Botswana, Comores, Costa Rica, Croatie, Djibouti, Égypte, Érythrée, Espagne, Lesotho, Liberia, Ouganda, Sierra Leone, Sri Lanka et Tunisie.

23. **Mme Escobar** (République bolivarienne du Venezuela) dit que sa délégation apprécie les activités du centre et se félicite des efforts déployés en ce qui concerne la promotion et la protection des droits de l'homme dans la région de Afrique. Toutefois, elle souhaite signaler que le document final du Sommet mondial visé au septième alinéa du préambule ne contient aucun mandat pour son Gouvernement.

24. **Mme Carvalho** (Portugal) dit que sa délégation souhaite se joindre aux auteurs.

25. **M. Amoros Nunez** (Cuba), parlant pour expliquer sa position, dit que le Centre conduit des travaux importants et mérite un soutien continu. Toutefois, le projet de résolution contient des éléments, par exemple au préambule, qui se limitent à certains pays de la région de l'Afrique. Par conséquent, l'adoption du projet de résolution ne signifiera pas que ces éléments comptent sur le soutien complet des États Membres de l'ONU.

26. **M. Solorzano** (Nicaragua) dit que sa délégation souhaite se joindre aux auteurs.

27. *Le projet de résolution A/C.3/61/L.22, tel que modifié oralement, est adopté.*

*Projet de résolution A/C.3/61/L.29/Rev.1 : Protection des migrants*

28. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) dit que conformément au paragraphe 5 du projet de résolution, l'Assemblée générale prendrait note avec appréciation du rapport du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille sur ses troisième et quatrième sessions.

29. À sa 29e séance, ce Comité a décidé de prier le Secrétaire général d'organiser deux sessions d'une semaine pour remplacer une session de trois semaines. Sur la base du plan des réunions de ce comité, le calendrier des conférenciers et réunions de l'ONU pour

2006 et 2007 prévoit deux sessions d'une semaine du Comité en 2007.

30. Le coût intégral des réunions du Comité est estimé à 640 800 dollars au titre du chapitre 2, Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences et 6 100 dollars au titre du chapitre 28E, Administration, Genève. Des provisions pour ces réunions ont déjà été incorporées au budget-programme pour l'exercice biennal 2006-2007 dans les chapitres correspondants. Pour les frais de voyage des membres du Comité, les besoins qui sont estimés à 126 000 dollars, dépassent les ressources disponibles de 31 400 dollars. Il est prévu que ces besoins additionnels pourront être satisfaits dans le cadre des ressources globales inscrites au chapitre 23, Droits de l'homme, pour l'exercice biennal 2006-2007. Par conséquent, l'adoption du projet de résolution n'exigera pas l'ouverture de crédits additionnels.

31. **Mme Olivera** (Mexique), parlant au nom des auteurs, annonce que l'Algérie, l'Arménie, la Colombie, le Guyana et l'Indonésie se sont joints aux auteurs. Elle espère que le projet de résolution pourra être adopté sans vote, manifestant ainsi un soutien unanime à la protection des migrants où qu'ils se trouvent et sans distinction de leur situation en matière de migration.

32. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) dit que l'Afghanistan, le Cambodge, le Cameroun, l'Érythrée, le Rwanda, le Soudan, Sri Lanka et le Togo se sont joints aux auteurs.

33. *Le projet de résolution A/C.3/61/L.29/Rev.1 est adopté.*

34. **Mme Hughes** (États-Unis d'Amérique), expliquant la position de sa délégation, dit que son pays s'est rallié au consensus sur le projet de résolution. Pendant la seule année 2005, les États-Unis ont accordé le droit de résidence permanente à plus d'un million d'immigrants. Ils accueillent favorablement les immigrants légaux et les visiteurs temporaires munis des documents appropriés, y compris les travailleurs et les étudiants, et se sont engagés à protéger les droits de l'homme des migrants à l'intérieur de leurs frontières.

35. Plus d'un million de citoyens des États-Unis vivent et travaillent à l'étranger, faisant une contribution vitale à l'économie mondiale. Les États-Unis engagent leurs citoyens à observer toutes les lois

locales quand ils se rendent dans un autre pays ou quand ils y travaillent, et s'attendent à ce que les ressortissants étrangers résidant sur leur territoire en fassent autant. Ils encouragent la migration légale, ordonnée et humaine, comme une gestion efficace de la migration, y compris la protection des droits de l'homme des migrants, est essentielle pour tirer un avantage maximum de la migration et pour régler les problèmes qu'elle pose. Tous les pays, y compris les pays d'origine, de transit et de destination doivent s'engager à respecter ces objectifs.

*Projet de résolution A/C.3/61/L.32/Rev.1 :  
Arrangements régionaux pour la promotion et la  
protection des droits de l'homme.*

36. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) dit que conformément au paragraphe 10 du projet de résolution, l'Assemblée générale prierait le Secrétaire général de continuer à renforcer les échanges entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations intergouvernementales régionales qui s'occupent des questions relatives aux droits de l'homme, et d'affecter aux activités du Haut-Commissariat des ressources suffisantes, prélevées sur le budget ordinaire de la coopération technique, pour la promotion d'arrangements régionaux.

37. Des provisions pour les activités du Haut-Commissariat prélevées sur le budget ordinaire de la coopération technique ont déjà été incorporées dans le budget-programme pour l'exercice biennal 2006-2007. À cet égard, l'orateur rappelle que l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant de 45 622 000 dollars au titre du chapitre 22 (Programme ordinaire de coopération technique) pour l'exercice biennal 2006-2007, dont 2 909 100 pour des services consultatifs et d'autres appuis pour les activités relatives aux droits de l'homme sur le terrain. Par conséquent, l'adoption du projet de résolution n'occasionnerait pas l'ouverture de crédits additionnels.

38. S'agissant du paragraphe 9, l'orateur attire l'attention sur les dispositions de la section VI de la résolution 45/248B de l'Assemblée générale, par laquelle celle-ci réaffirme que la Cinquième Commission est la Grande Commission de l'Assemblée générale chargée des questions administratives et budgétaires, et qui réaffirme également le rôle du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

39. *M. Faati (Gambie), Vice-président, assume la présidence.*

40. **M. Nihon** (Belgique, parlant au nom des auteurs, dit que le Chili, la Gambie, le Liechtenstein, la Mongolie, les Philippines, le Rwanda et la Thaïlande se sont joints aux auteurs du projet de résolution. Il remercie des auteurs pour leur soutien, leur esprit de consensus et leurs propositions qui ont été prises en compte dans le texte révisé, et exprime l'espoir que le projet de résolution sera adopté sans vote.

41. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) dit qu'il convient d'ajouter les pays suivants à la liste des auteurs : Afrique du Sud, Andorre, Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Ghana, Kenya, Lesotho, Mauritanie, Ouganda, Sierra Leone et Tuvalu.

42. **M. Amoros Nunez** (Cuba), expliquant la position de sa délégation, remercie la délégation belge de son esprit de coopération et d'avoir pris en considération des préoccupations de la délégation cubaine au cours des négociations sur le projet de résolution. Dans l'interprétation de la délégation cubaine, le paragraphe 11 ne signifie nullement que la Troisième Commission entérine ou soutienne le plan du Haut-commissaire aux droits de l'homme destiné à renforcer les activités de l'ONU relatives aux droits de l'homme au niveau des pays, ni préjuge de la décision que les États Membres devront prendre en temps utile concernant les propositions formulées par le Haut-commissaire dans le cadre de ce plan.

43. *Le projet de résolution A/C.3/61/L.32/Rev.1 est adopté.*

**c) Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux (suite)(A/C.3/61/L.41)**

*Projet de résolution A/C.3/61/L.41 : Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran*

44. **M. Amoros Nunez** (Cuba), parlant au nom du Mouvement des pays non alignés et se référant aux résolutions concernant des pays particuliers dans le domaine des droits de l'homme, dit que sa délégation réaffirme qu'il faut prévenir l'exploitation des questions des droits de l'homme à des fins politiques, y compris le fait des cibler sélectivement certain pays, et condamne la sélectivité et la pratique du deux poids, deux mesures en matière de promotion et de protection des droits de l'homme. À cet égard, il demande instamment à tous les États membres du Mouvement

des pays non alignés de respecter les principes sur lesquels se fonde ce Mouvement et les principes de la Charte des Nations unies en votant sur des résolutions concernant des pays particuliers dont la Troisième Commission est saisie.

45. *M. Al Bayati (Iraq) reprend la présidence.*

46. **Mme Hastaie** (République islamique d'Iran) demande que conformément à l'article 116 du règlement intérieur, le débat sur le projet de résolution soit ajourné étant donné la large opposition des délégations aux résolutions qui visent des pays particuliers.

47. **Le Président** invite deux représentants à parler en faveur de la motion tendant à ajourner le débat, et deux contre la motion, avant de la mettre aux voix conformément à l'article 116.

48. **M. Amil** (Pakistan) parlant en faveur de la motion, dit que l'un des enseignements tirés des réunions précédentes de la Troisième Commission à laquelle des résolutions concernant des pays particuliers ont été examinées, c'est que de telles résolutions, loin d'encourager une plus grande promotion des droits de l'homme dans les pays en question, servent à aliéner les gouvernements par une approche consistant à les montrer du doigt et à les stigmatiser. En outre, ces résolutions passent souvent sous silence des efforts nationaux visant à protéger et à promouvoir les droits de l'homme, créant au contraire des barrières artificielles à des dialogues équitables et constructifs entre les États Membres et les mécanismes internationaux compétents en matière de droits de l'homme. Les problèmes dans le domaine des droits de l'homme internationaux devraient être abordés d'une manière équitable et équilibrée, ce qui n'est possible que grâce au dialogue et à la coopération, et non par l'exclusion et la confrontation. Le Pakistan s'est toujours opposé à de telles résolutions et votera donc en faveur de la motion tendant à ne prendre aucune décision, et demande instamment à toutes les autres délégations d'en faire autant pour épargner à la Troisième Commission la pratique indésirable consistant à stigmatiser et à blâmer des pays en développement.

49. **M. Anshor** (Indonésie) dit que son pays a toujours appuyé la réforme du dispositif des Nations unies pour les droits de l'homme, les efforts visant à renforcer la crédibilité de ses mécanismes chargés de traiter des situations des droits de l'homme, et les

efforts internationaux destinés à améliorer la situation des droits de l'homme dans le monde entier. Toutefois, il est impératif d'éliminer la pratique de la politisation et de la sélectivité associée aux résolutions qui visent des pays particuliers, comme elles ont sensiblement sapé l'efficacité de l'ancienne Commission des droits de l'homme. Par conséquent, en examinant des situations dans des pays particuliers, il est crucial d'observer fidèlement les principes pertinents de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale portant création du Conseil des droits de l'homme.

50. L'Indonésie soutient tout effort visant à élaborer de nouvelles modalités pour l'examen des situations des droits de l'homme qui jouissent d'un large soutien parmi les États Membres. Ces modalités devraient mettre l'accent sur une approche constructive et tenir dûment compte des besoins de création de capacités des États Membres et, afin de renforcer leur efficacité, il faudrait élaborer une approche cohérente entre les organes compétents de l'ONU dans ce domaine.

51. La présentation de projets de résolution comme le projet A/C.3/61/L.41 ne contribue en rien aux efforts visant à renforcer la crédibilité des mécanismes des Nations unies face à la situation des droits de l'homme dans des pays particuliers, ni encourage la promotion et la protection des droits de l'homme en général. Par conséquent, la délégation de l'orateur votera en faveur de la motion et invite instamment toutes les délégations à en faire autant.

52. **M. McNee** (Canada), parlant contre la motion, dit que l'une des responsabilités fondamentales de la Troisième Commission consiste à examiner les problèmes des droits de l'homme où qu'ils se posent, et aucun pays ne devrait échapper à un tel examen. Alors qu'aucun pays ne peut se vanter d'une situation parfaite en matière de droits de l'homme, les cas où des gouvernements cautionnent les violations des droits de l'homme et en sont souvent l'instrument méritent une attention particulière. Il est important que la communauté internationale puisse élever sa voix contre de tels cas. Quand un pays ne manifeste par la volonté de protéger ses propres citoyens, de coopérer avec la communauté internationale et de reconnaître qu'il est nécessaire de réparer une situation grave, la communauté internationale n'a d'autre choix que d'exprimer ses vues.

53. Le projet de résolution n'est pas frivole : la question a été soulevée une nouvelle fois en 2006

puisque'il est essentiel que l'Assemblée générale envoie un message soutenu et cohérent, à savoir que la situation des droits de l'homme en Iran n'a pas été oubliée et qu'elle espère qu'elle s'améliorera. Une motion de procédure ne devrait pas être employée pour empêcher la Troisième Commission d'entamer un débat ou d'exprimer des inquiétudes à l'égard de la situation des droits de l'homme dans un pays particulier. Une motion de non décision annule la juridiction et la responsabilité de l'Assemblée générale, sape sa crédibilité et affaiblit sérieusement sa pertinence.

54. Par conséquent, et pour des raisons de principe, le Canada ne présentera pas de motion de non décision à l'égard du projet de résolution proposé par l'Iran concernant la situation des populations autochtones et des immigrants au Canada, bien qu'elle soit persuadée que la teneur de cette résolution ne résiste pas à l'examen.

55. Une motion de non décision couronnée de succès concernant le projet de résolution A/C.3/61/L.41 enverrait au monde un message négatif, à savoir que l'Assemblée générale refuse d'assumer sa responsabilité consistant à examiner de graves situations des droits de l'homme. Par conséquent, la délégation canadienne demande instamment aux délégations de voter contre la motion.

56. **Mme Nassau** (Australie) dit qu'il est tout à fait regrettable qu'une motion de non décision ait été déposée. L'Australie est déterminée à veiller à ce que les organes de l'ONU continuent à être le moyen d'examiner de graves violations des droits de l'homme. Par conséquent, indépendamment de la teneur de toute résolution, il faut examiner tous les textes soumis à la Troisième Commission et prendre une décision compte tenu de leur teneur. Les délégations doivent avoir la possibilité d'enregistrer leurs positions sur le contenu de toute résolution, et il ne faut pas employer des motions de procédure pour les empêcher d'exprimer leurs vues. Par conséquent, la délégation australienne s'oppose par principe à toute motion de non décision, et invite les autres délégations à se joindre elle en votant contre.

57. *Il est procédé à un vote enregistré sur la motion d'ajournement du débat.*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie Saoudite, Arménie,

Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Bhoutan, Botswana, Brunet Darussalam, Burkina Faso, Cambodge, Cameroun, Chine, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte, émirats arabes unis, Érythrée, fédération de Russie, Gambie, Guinée, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Kazakhstan, Koweït, Kirghizistan, Liban, Lesotho, Malaisie, maladie, Mali, Maroc, Mauritanie, Myanmar, Namibie, Niger, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Sainte-Lucie, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Surinam, Swaziland, Tadjikistan, Thaïlande, Togo, Tunisie, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

*Votent contre :*

Albanie, Allemagne, Andorre, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Burundi, Canada, Chili, Chypre, Costa Rica, Croatie, Danemark, Équateur, El Salvador, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Honduras, Hongrie, îles Marshall, îles Salomon, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Kiribati, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Moldova, Monaco, Monténégro, Nauru, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Palau, Panama, Paraguay, Pérou, Pologne, Portugal, République de Corée, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Samoa, Saint-Martin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Vanuatu.

*S'abstiennent :*

Belize, Bolivie, Bosnie-et-Herzégovine, Brésil, Cap Vert, Colombie, Éthiopie, Ghana, Guyana, Haïti, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Népal, Nigeria, Ouganda, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République unie de Tanzanie, Rwanda, Turkménistan

58. *La motion est rejetée par 77 voix contre 75, et 24 abstentions.*

59. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) donne lecture d'une série de corrections techniques apportées au texte à la demande du principal auteur, celui-ci n'ayant pas accepté certaines modifications éditoriales effectuées par le Secrétariat.

60. S'agissant des incidences du projet de résolution sur le budget-programme, le Secrétaire général a informé l'Assemblée générale (A/61/530) que les chapitres 2, 59, 23 et 28E du budget-programme pour l'exercice 2006-2007 contiennent déjà des provisions pour les diverses activités découlant des mandats dans le domaine des droits de l'homme énumérés à l'annexe à la décision 1/102 du Conseil des droits de l'homme. Dans le contexte de cette décision, le Conseil des droits de l'homme a décidé de proroger pour une année à titre exceptionnel, sous réserve de l'examen auquel le Conseil procédera conformément à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale, les mandats et les titulaires de mandats de toutes les procédures spéciales de la Commission de la Sous-commission sur la promotion et la protection des droits de l'homme et la procédure établie conformément à la résolution 1503 (XLVII) du Conseil économique et social du 27 mai 1970, qui sont énumérés à l'annexe à cette décision, qui inclut les mandataires.

61. **M. McNee** (Canada), introduisant le projet de résolution A/C.3/61/L.41 au nom de ses 43 auteurs, dit que la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran soulève de vives préoccupations. On a tout fait pour garantir l'exactitude et l'équilibre du projet de résolution, qui reconnaît quelques progrès maigres et sporadiques, mais souligne également les principales préoccupations et invite le Gouvernement à accélérer les progrès en vue d'améliorer les droits de l'homme pour tous les Iraniens.

62. Il faut examiner tous les moyens d'encourager les changements positifs, et le projet de résolution permettra d'attirer l'attention du monde sur la situation des droits de l'homme dans le pays. Les auteurs attendent le jour où l'engagement de l'Iran en faveur des droits de l'homme et sa volonté de s'acquitter de ses obligations internationales rendront une telle résolution superflue. Entre-temps, l'orateur demande instamment à toutes les délégations de la soutenir.

63. **M. Maurer** (Suisse), parlant également au nom du Liechtenstein pour expliquer leurs positions, dit qu'il préfère nettement que des résolutions concernant des pays particuliers soient adoptées après consultation



avec le pays intéressé, avec le plus large consensus possible, l'accent étant mis sur l'assistance technique et la création de capacités. Comme le consensus n'est pas toujours possible, ces délégations appuient des projets de résolution qui traitent de graves violations des droits de l'homme dans des pays où la législation et les institutions nationales n'assurent pas la protection nécessaire, où le gouvernement intéressé ne collabore pas avec la communauté internationale et n'applique pas de manière satisfaisante les recommandations des mécanismes de l'ONU chargés des droits de l'homme, et où il est nécessaire d'urgence de mettre en place des structures de protection des droits de l'homme et de lutte contre les abus.

64. Dans le contexte de conflits armés, les projets de résolution doivent traiter de manière exacte et équilibrée, sur la base du droit international humanitaire, des violations qui se sont produites. De même, les deux délégations s'opposent à la pratique du deux poids, deux mesures à la fois dans les résolutions thématiques et les résolutions concernant des pays particuliers, mais attachent une grande importance au droit international dans le domaine des droits de l'homme. Une appréciation différenciée de la situation des droits de l'homme dans les pays examinés ne revient pas à appliquer deux poids, deux mesures, mais simplement à appliquer le même critère à des situations différentes. Tout pays peut aider à combattre la pratique du deux poids, deux mesures en renforçant sa propre transparence.

65. Ayant toujours milité en faveur de l'instauration d'un examen périodique universel efficace dans le cadre du Conseil des droits de l'homme, les deux délégations se félicitent de la possibilité de convoquer des sessions extraordinaires du Conseil pour examiner des situations graves des droits de l'homme.

66. Compte tenu de ces considérations, la Suisse et le Liechtenstein voteront en faveur du projet de résolution.

67. **Mme Ajdalova** (Azerbaïdjan), parlant au nom de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), réitère sa ferme opposition à des projets de résolution qui ciblent des pays particuliers. L'OCI est fermement attaché à une approche constructive aux situations des droits de l'homme reposant sur le dialogue. De telles résolutions -- loin de contribuer à la promotion et à la protection des droits de l'homme -- les exploitent à des fins politiques et divisent plus avant les États

Membres. Le Gouvernement iranien a manifesté sa volonté d'engager un dialogue constructif avec tous les pays et de coopérer avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme. L'adoption du projet de résolution découragerait de nouveaux efforts nationaux, renforcerait la méfiance et saperait la crédibilité des efforts de la communauté internationale en faveur des droits de l'homme.

68. **M. Berruga** (Mexique) rappelle que parmi les raisons qui ont motivé la décision de procéder à une réforme fondamentale du système international des droits de l'homme, il y a la nécessité de consolider les droits de l'homme en tant que l'un des piliers de l'ONU, la nécessité d'assurer un meilleur équilibre dans l'examen des situations des droits de l'homme et l'élimination des pratiques qui ont gêné le fonctionnement de l'ancienne Commission des droits de l'homme. Il est troublant que les approches traditionnelles persistent encore, alors que le nouveau Conseil des droits de l'homme commence ses travaux de consolidation.

69. La grande innovation de l'examen périodique universel de l'observation des droits de l'homme par chaque État Membre par le Conseil des droits de l'homme sur la base d'informations objectives et faisant foi n'exclut pas nécessairement l'adoption de résolutions concernant des pays particuliers, mais il est malheureusement vrai que de telles résolutions ne contribuent pas à une coopération efficace dans le domaine des droits de l'homme, mais constituent parfois des représailles manifestes.

70. Dans le même temps, en l'absence d'une coordination effective entre les travaux de la Troisième Commission et ceux du Conseil des droits de l'homme, les efforts de ces deux organes pourraient être dilués, au détriment des droits de l'homme et des objectifs arrêtés lors du Sommet mondial de 2005.

71. Par conséquent, le Mexique s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution et sur tous les autres présentés au titre du point 67 (c) de l'ordre du jour.

72. **M. Soler Torrijos** (Panama) dit que la question relève de la compétence du Conseil des droits de l'homme, qui est en train de créer un mécanisme pour l'examen périodique des situations au cas par cas, puisqu'il existe des cas de validité douteuse. Il est donc grand temps que la Commission cesse d'examiner des projets de résolution qui visent des pays particuliers et qui conduisent nécessairement à la politisation.

73. **Le Président** annonce qu'un vote enregistré a été demandé.

*Explications de vote avant le vote*

74. **M. Manis** (Soudan) dit qu'il est très inquiétant qu'une seule année après avoir décidé de créer le nouveau Conseil des droits de l'homme sur la base de la non politisation et de l'élimination de la pratique du deux poids, deux mesures, la communauté internationale se retrouve à la case de départ. Des résolutions visant des pays particuliers représentent seulement un moyen de régler des comptes et de protéger les intérêts de certains pays, plutôt que de protéger et de promouvoir les droits de l'homme.

75. Par ironie, les auteurs des projets de résolution, bien que coupables eux-mêmes de violations des droits de l'homme, ont décidé de cibler la République islamique d'Iran, malgré l'esprit de coopération et d'ouverture qu'elle a manifestée en invitant les organes chargés des droits de l'homme à se rendre dans le pays pour y examiner eux-mêmes la situation. La diffamation est le seul but de telles résolutions qui ciblent des pays en développement et des pays musulmans. Par conséquent, la délégation soudanaise votera contre le projet de résolution.

76. **M. Rachkov** (Biélorus) dit que sa délégation a exprimé à maintes reprises son opposition à des résolutions politisées qui ciblent des pays particuliers. Le projet de résolution est sélectif et manque d'objectivité. Il ne reflète aucune inquiétude à l'égard des droits de l'homme, au contraire, il vise à influencer les politiques intérieure et étrangère de la République islamique d'Iran, qui agit de manière indépendante sur la scène internationale. État souverain ayant une histoire séculaire, l'Iran se soucie du bien-être et du développement de son peuple. Des pressions d'inspiration politique émanant de gouvernements aux mobiles douteux sont nuisibles. Par conséquent, la délégation de l'orateur votera contre le projet de résolution.

77. **Mme Gendi** (Égypte) réitère l'opposition inaltérable de l'Égypte à des résolutions qui visent des pays particuliers, car elles renforcent la sélectivité dans le domaine des droits de l'homme. Elles ne permettent pas à la Commission d'aborder ces questions de manière objective et sincère et dans un esprit de coopération internationale. La nature sélective des résolutions sape les efforts visant à promouvoir et à protéger les droits de l'homme. Les questions relatives

aux droits de l'homme doivent être abordées dans le cadre de l'examen périodique universel. En outre, les mêmes délégations qui présentent de telles résolutions à la Commission votent régulièrement chaque année contre les résolutions concernant les violations des droits de l'homme en Palestine et au Liban, ce qui soulève des doutes quant à l'authenticité de leur volonté de protéger les droits de l'homme. Les questions concernant les droits de l'homme doivent être examinées en traitant tous les pays, grands et petits, sur un pied d'égalité. Par conséquent, la délégation égyptienne votera contre le projet de résolution.

78. **M. Amoros Nunez** (Cuba) dit que le projet de résolution ne jouit pas d'un large soutien. Il ne repose pas sur une aspiration authentique à la promotion des droits de l'homme ; au contraire, il reflète une approche du deux poids, deux mesures. Il va à l'encontre des efforts actuels visant à examiner les questions relatives aux droits de l'homme de manière nouvelle et impartiale. Par conséquent, la délégation cubaine votera contre le projet de résolution.

79. **M. Kitchen** (Zimbabwe) dit que des projets de résolution, comme celui à l'examen ne font pas avancer la cause des droits de l'homme. Au contraire, il est généralement reconnu qu'ils la sapent. La résolution 60/251 de l'Assemblée générale concernant le Conseil des droits de l'homme souligné la primauté du dialogue et de la coopération et met en relief l'importance qu'il y a à garantir l'universalité, l'objectivité et la non sélectivité dans l'examen des droits de l'homme. Il est donc inacceptable que des délégations cherchent à exploiter la cause des droits de l'homme à des fins politiques. Les auteurs du projet de résolution feraient bien examiner leur propre situation avant de dénoncer et de stigmatiser des pays avec lesquels ils entretiennent des relations difficiles. Il est peu probable que de tels gardiens des droits de l'homme déposent prochainement des résolutions concernant leurs propres violations. Étant donné les motivations politiques qui sous-tendent le projet, il est difficile d'accepter que les auteurs eux-mêmes soient attachés à un dialogue authentique sur les droits de l'homme. Par conséquent, la délégation de l'orateur votera contre le projet de résolution.

80. **Mme Zhang Dan** (Chine) dit que la résolution 60/251 de l'Assemblée générale soulignée qu'il faut respecter la diversité des contextes historiques, culturels et religieux des pays en promouvant et en

protégeant les droits de l'homme. Elle réaffirme également que tous les droits de l'homme doivent être traités de manière équitable et égale. Les différences concernant les questions des droits de l'homme devraient être réglés grâce au dialogue et à la coopération. Le Gouvernement chinois s'oppose à toute résolution visant un pays particulier. Le projet de résolution n'a pas été déposé en raison d'une préoccupation authentique à l'égard des droits de l'homme du peuple iranien, mais plutôt pour des raisons politiques. La délégation chinoise votera donc contre.

81. **M. Swe** (Myanmar) dit que la Commission est exploitée de plus en plus fréquemment par des États puissants pour exercer des pressions sur des pays en développement pour des raisons politiques. Provoquant ainsi la méfiance et la confrontation, une telle action cause du tort à la cause des droits de l'homme. Le projet de résolution représente une tentative de conduire une politique étrangère par d'autres moyens. La promotion et la protection des droits de l'homme devraient être basées sur les principes de la coopération et du dialogue authentique et viser à renforcer la capacité des États membres à respecter leurs obligations dans le domaine des droits de l'homme. Des résolutions qui visent des pays particuliers et qui sont d'inspiration politique ne répondent pas à cet objectif. C'est le Conseil des droits de l'homme qui est l'organe approprié pour l'examen des questions relatives aux droits de l'homme. La Commission devrait éviter de faire double emploi avec les travaux du Conseil. Par conséquent, la délégation de l'orateur votera contre le projet de résolution.

82. **Mme Halabi** (République arabe syrienne) dit que sa délégation rejette la politisation, la sélectivité et les deux poids, deux mesures dans l'examen des questions relatives aux droits de l'homme ainsi que l'exploitation de ces questions aux fins de l'ingérence dans les affaires intérieures des pays et de l'empiètement sur la souveraineté nationale. Par conséquent, elle votera contre le projet de résolution.

83. **Mme Chaderton-Matos** (République bolivarienne du Venezuela) dit que certains auteurs notoires de violations des droits de l'homme figurent parmi les auteurs du projet de résolution. Le Gouvernement vénézuélien s'oppose à la pratique consistant à déposer des résolutions visant des pays particuliers d'une manière aussi sélective et politisée, en contravention des principes du respect de la

souveraineté et de la non ingérence dans les affaires intérieures des États. Une telle approche s'est répercutée sur les victimes des violations des droits de l'homme, qui deviennent des instruments des intérêts politiques et des affrontements stratégiques. Par conséquent, et pour des raisons de principe, la délégation vénézuélienne votera contre tout projet de résolution qui reflète une telle pratique indésirable, incohérente et inacceptable.

84. **M. Arziev** (Ouzbékistan) dit que sa délégation s'oppose fermement à la pratique de la politisation, du deux poids, deux mesures et de la sélectivité en matière de droits de l'homme. Le projet de résolution repose sur des mobiles politiques, est partial et n'a rien à voir avec la véritable situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran. Par conséquent, la délégation de l'orateur votera contre pour des raisons de principe.

85. **M. Degia** (Barbade) dit que sa délégation a espéré que la création du Conseil des droits de l'homme inaugurerait une nouvelle ère de dialogue, de coopération, de non sélectivité, de non politisation et de préoccupation authentique à l'égard des droits de l'homme. En tant que pays connaissant une histoire paradoxale où l'esclavage et le colonialisme allaient de pair avec une tradition de démocratie parlementaire remontant à plus de 300 années, la Barbade attachée la plus haute importance à la question des droits de l'homme et de la démocratie dans sa politique intérieure et étrangère. La délégation de la Barbade s'inquiète donc vivement de la nature éminemment politique et controversée du débat sur les droits de l'homme à la Commission, notamment en ce qui concerne les résolutions qui visent des pays particuliers. Pour des raisons de principe, elle continuera soit à s'abstenir de participer au vote à ce type de résolution, soit à soutenir des motions de non décision.

86. **M. Dukali** (Jamahiriya arabe libyenne) dit que sa délégation s'oppose à des résolutions qui visent des pays particuliers et soutient les principes qui sous-tendent la création du Conseil des droits de l'homme. L'expérience précédente de la Commission des droits de l'homme a montré que ces résolutions n'apportent aucun avantage. Par conséquent, la délégation libyenne votera contre le projet de résolution.

87. **Mme Hastaie** (République islamique d'Iran) dit que le projet de résolution est une fois de plus

indésirable et constitue une autre manœuvre politique du Gouvernement canadien qui répond à ses intérêts politiques étroits. Il est révélateur du détournement et de la manipulation constante du dispositif des Nations Unies pour les droits de l'homme à de telles fins, au détriment de sa crédibilité et de son intégrité, comme le Secrétaire général l'a souligné lui-même. Le pays de l'orateur ne s'oppose pas à l'examen des États Membres par des organismes compétents et soutient la recommandation tendant à établir un rapport annuel sur la situation mondiale des droits de l'homme, recommandation fermement opposée par la poignée de pays qui se sont appropriés le système de protection des droits de l'homme de l'ONU.

88. Aucun État Membre ne peut revendiquer que la situation des droits de l'homme sur son territoire ne mérite pas d'être examinée, mais le système actuel ne permet pas un tel examen universel. Le Canada, dont le palmarès en matière de droits de l'homme est douteux, notamment en ce qui concerne les populations autochtones et les immigrants, et qui est un défenseur constant des crimes israéliens contre les Palestiniens, a eu la présomption de présenter un projet de résolution sur la situation des droits de l'homme en Iran. Les rapports soumis par des organismes chargés des droits de l'homme ont montré que le Canada, les États-Unis et de nombreux pays européens demeurent coupables de nombreuses violations des droits de l'homme.

89. Il est indéniable que les droits fondamentaux des musulmans dans ces pays ont été enfreints par une islamophobie et une diffamation croissantes et que les prétendus défenseurs des droits de l'homme ont voté contre les trois projets de résolution concernant les atrocités israéliennes contre les peuples palestinien et libanais. Le fait qu'Israël, avec son palmarès épouvantable de crimes de guerre et de violations systématiques des droits de l'homme, figure parmi les auteurs du projet de résolution, en dit long sur la malhonnêteté et la mauvaise volonté canadiennes. Ses accusations sans fondement reposent sur des illusions et des fantaisies. Sur la base de ces valeurs islamiques et de ces obligations internationales et de son attachement au respect de la dignité humaine et à la protection et la promotion des droits de l'homme sur le plan national et international, l'Iran est déterminé à édifier une société juste fondée sur la justice sociale, la démocratie et la bonne gouvernance.

90. Fort de sa conviction que la coopération, la compréhension mutuelle et le respect devraient se

trouver au cœur du dialogue sur les droits de l'homme, l'Iran a ouvert un dialogue bilatéral avec certains pays et a tenu quatre séries de pourparlers avec l'Union européenne depuis 2002 ; ils ont porté dans une égale mesure sur les inquiétudes de l'Iran et de l'Union européenne et devaient reprendre en 2006. L'adoption du projet de résolution pourrait compromettre non seulement la coopération et la compréhension en matière de droits de l'homme, y compris ces pourparlers eux-mêmes, mais également la coopération iranienne avec le dispositif des Nations Unies pour les droits de l'homme. Face à l'abus flagrant des bonnes intentions iraniennes concernant la coopération avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, le Gouvernement pourrait reconsidérer son invitation permanente adressée aux rapporteurs thématiques. L'orateur demande instamment à la Commission de rejeter le projet de résolution afin de préserver la crédibilité et la légitimité des mécanismes des droits de l'homme.

91. *Il est procédé à un vote enregistré sur le projet de résolution A/C.3/61/L.41.*

*Votent en faveur :*

Albanie, Allemagne, Andorre, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Belize, Bulgarie, Burundi, Canada, Chili, Chypre, Croatie, Danemark, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine Fidji, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Honduras, Hongrie, îles Marshall, îles Salomon, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Kiribati, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, le Luxembourg, Malte, Micronésie (États fédérés de), Moldova, Monaco, Monténégro, Nauru, Nicaragua, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Palau, Paraguay, Pérou, Pologne, Portugal, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Samoa, Saint-Marin, certains pays, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tonga, Tuvalu, Ukraine, Vanuatu.

*Votent contre :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Arabie Saoudite, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Brunei Darussalam, Chine, Comores, Cuba, Djibouti, Égypte, fédération de Russie, Guinée, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe

libyenne, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, République populaire démocratique de Corée, Kazakhstan, Koweït, Kirghizistan, Liban, Malaisie, Maldives, Maroc, Mauritanie, Myanmar, Niger, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, Qatar, Sénégal, Soudan, Sri Lanka, Tadjikistan, Togo, Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zimbabwe.

*S'abstiennent :*

Angola, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Bénin, Bhoutan, Bosnie-et-Herzégovine; Botswana, Brésil, Burkina Faso, Cambodge, Cameroun, Cap Vert, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Émirats arabes unis, Érythrée, Éthiopie, Géorgie, Ghana, Guyana, Haïti, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mexique, Mongolie, Mozambique, Namibie, Népal, Nigeria, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République de Corée, République populaire démocratique lao, République unie de Tanzanie, Rwanda, Sierra Leone, Singapour, Surinam, Swaziland, Thaïlande, Turkménistan, Uruguay, Zambie.

92. *Le projet de résolution A/C.3/61/L.41 est adopté par 70 voix contre 48, et 55 abstentions*

93. **M. Ballestero** (Costa Rica) dit que sa délégation s'est abstenue et continuera à s'abstenir lors du vote sur toute résolution concernant les violations des droits de l'homme dans un pays particulier. Toutes les résolutions de cette nature devraient être examinées par le Conseil des droits de l'homme. La délégation de l'orateur demande au Gouvernement iranien de régler tous ses problèmes en matière de droits de l'homme et de collaborer étroitement avec le Conseil.

94. **Mme Abdelhak** (Algérie) dit que sa délégation a voté contre le projet de résolution et votera contre toutes les résolutions visant un pays particulier, puisqu'elles entretiennent un climat de confrontation qui compromet la cause des droits de l'homme. Seule une approche fondée sur la coopération et un dialogue authentique peut aider à promouvoir les droits de l'homme. Un tel dialogue doit sous-tendre l'examen périodique universel à conduire par le Conseil des droits de l'homme, seul organe compétent chargé d'aider tous les pays à améliorer la situation des droits de l'homme.

95. **Mme Maiera** (Brésil) dit que sa délégation est favorable à la mise en oeuvre du mécanisme d'examen périodique universel qui permettra à l'ONU d'examiner à fond la situation des droits de l'homme dans tous les pays sans sélectivité et sans politisation. Des résolutions visant des pays particuliers devraient être adoptées uniquement dans des cas d'une gravité telle qu'il faut y attirer l'attention de la communauté internationale. La délégation brésilienne s'est donc abstenue lors du vote sur le projet de résolution. La République islamique d'Iran entretient une coopération technique en matière de droits de l'homme avec plusieurs organismes des Nations unies ainsi qu'un dialogue bilatéral sur les questions relatives aux droits de l'homme avec de nombreux pays.

96. Toutefois, le Gouvernement brésilien s'inquiète toujours de la situation en République islamique d'Iran concernant la liberté d'expression et d'opinion, la violence et la discrimination à l'égard des femmes ainsi que l'imposition de châtiments et de traitement cruels. Les renseignements concernant l'application continue de la peine de mort à des personnes de moins de 18 ans sont particulièrement inquiétants.

97. Le Brésil continue également de s'inquiéter vivement de la discrimination très répandue à l'égard de la communauté Baha'i, y compris le refus de reconnaître le Bahaïsme en tant que religion, les détentions arbitraires, les prisonniers de conscience, les restrictions concernant le droit au travail et à l'éducation de ses membres, ainsi que la destruction de son patrimoine culturel. La délégation brésilienne espère que le Gouvernement iranien acceptera prochainement la visite du Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de croyance.

98. **M. Jokinen** (Finlande), parlant au nom de l'Union européenne, dit que la communauté internationale ne peut pas garder le silence sur des situations où les violations des droits de l'homme sont continues, graves et répandues et où le gouvernement en question ne manifeste aucune volonté de régler ces situations où d'entamer un dialogue digne de ce nom. Tous les États, grands et petits, doivent rendre des comptes quant à l'observation de leurs obligations.

99. La situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran répond à ces critères et doit être examinée par l'Assemblée générale. Alors que le projet de résolution se félicite des mesures positives prises par le Gouvernement iranien dans le récent passé en

vue de l'observation de ces obligations en matière de droits de l'homme, il attire également attention sur la persistance des violations graves et systématiques telles que l'emploi de la torture et de traitements ou de châtements cruels, inhumains ou dégradants, y compris les exécutions publiques et les condamnations à la lapidation, ainsi que la discrimination à l'égard des femmes et des minorités ethniques et religieuses. L'Union européenne s'inquiète également de la discrimination continue basée sur l'orientation sexuelle. Elle demande instamment au Gouvernement iranien de promouvoir et de protéger de droits de l'homme de tous ses citoyens sans distinction de sexe, de religion, d'appartenance ethnique, de croyance et d'orientation sexuelle.

100. **M. Ballesteró** (Costa Rica) dit que sa délégation regrette que contrairement au règlement intérieur, des actes d'obstruction se soient produits au cours de la séance en cours. Les interventions sur des motions d'ordre devraient être adressées à la présidence. Elles n'étaient jamais censées servir à empêcher d'autres délégations de faire des déclarations. Il appartient au Président, et non au Secrétaire, de statuer sur les motions d'ordre. La délégation de l'orateur note avec inquiétude les violations du règlement intérieur et espère que lorsque des motions d'ordre seront présentées à l'avenir, le Président et le Secrétaire agiront conformément à la pratique habituelle.

101. **M. Jokinen** (Finlande), parlant au nom de l'Union européenne, dit que l'Union européenne s'inquiète, elles aussi, des violations du règlement intérieur ou de leur application erronée. Elle votera, par principe, contre toute motion de clore le débat sur les questions à l'examen à la Commission. La présentation d'une telle motion vise à priver les États Membres de leur droit souverains à porter à l'Assemblée générale toute inquiétude dont ils jugent qu'elle mérite de retenir son attention. Des motions visant à ajourner le débat limitent l'autorité de la Commission en l'empêchant d'examiner les préoccupations de la communauté internationale. Aucun pays ne peut être considéré comme devant échapper à l'examen des organes internationaux chargés des droits de l'homme. Cela irait à l'encontre du principe de l'universalité et de l'interdépendance de tous les droits de l'homme et constituerait une trahison à l'égard des victimes de leur violation.

*La séance est levée à 13 h 25.*